

1ere Journée d'échanges et de débat du RTES

Territoires, acteurs et enjeux de l'ESS

Jeudi 16 décembre 2004

Paris - Assemblée Nationale

Le 16 décembre dernier, le RTES réunissait ses adhérents dans une salle de l'Assemblée nationale, pour sa 1ère journée nationale d'échanges et débats. La salle ne devait pas désemplir de la journée, accueillant à la fois élus et techniciens des collectivités adhérentes et intéressées et acteurs de l'ESS, plus de cent personnes ; élus d'une trentaine de territoires et acteurs se sont pressés durant toute la journée pour appréhender la contribution des territoires au développement de l'ESS.

Structurée autour de 2 tables rondes, l'une, le matin consacrée aux politiques mises en œuvre par les collectivités, et l'autre, l'après-midi, centrée sur les témoignages des acteurs de l'ESS et de leurs attentes à l'égard des collaborations à nouer sur les territoires.

« Nous sommes encore dans le convaincre », c'est ainsi qu'Henri Arévalo, élu de l'agglomération toulousaine et trésorier du Réseau concluait la matinée consacrée aux politiques d'économie sociale et solidaire menées par les collectivités territoriales. Les quatre témoignages présentés venus de collectivités de tous niveaux (ville, agglomérations, région) adhérentes du réseau, et les échanges avec la salle traduisaient en effet que les politiques publiques d'ESS sont encore en construction et qu'il faut les faire comprendre du grand public comme des autres élus.

Le tout dans un contexte général, brossé en tout début de journée par deux parlementaires, plutôt morose ; tout d'abord, Martine Billard, députée verte de Paris, pointait les responsabilités d'un gouvernement qui ne reconnaît que 2 secteurs, un secteur privé marchand et un secteur public, puis Geneviève Perrin-Gaillard, députée socialiste des Deux-Sèvres, membre du groupe d'études parlementaires sur l'économie sociale, insistait sur l'actualité et les enjeux de l'ESS, à l'heure de l'AGCS (Accord général sur le commerce des services) et du Traité constitutionnel européen. D'abord convaincre

Développer l'ESS commence par un travail d'explication et de conviction. « L'ESS, Il faut d'abord démontrer que ça existe », comme le dit Jean-Patrick Masson, élu à la Communauté d'agglomération de Dijon, en charge de ... l'environnement. L'explication commence le plus souvent par un état des lieux, qui crédite généralement l'ESS de 10 % des emplois du territoire, avec des pointes à 14% dans l'Ouest, ainsi dans l'agglomération rennaise marquée par la coopération agricole, ou en Poitou-Charentes qui compte avec Niort la capitale nationale des mutuelles et la 1ère Cres de France. Mais une assise conséquente et une histoire longue comme dans le cas de la Mutualité, ne suffisent pas pour autant.

Paradoxalement, ce n'est pas le grand public le plus difficile à convaincre, il faut d'emblée savoir faire face au scepticisme des autres élus, qui ont souvent, sinon des a priori négatifs, du moins une grande méconnaissance de cet ensemble flou qu'ils ramènent souvent au périmètre mieux circonscrit des mutuelles.

« Il faut être pédagogue, abandonner un langage trop militant, parler d'intérêt général plutôt que d'utilité sociale par exemple, insister sur la qualité de la vie, l'insertion, la citoyenneté active, croiser les actions de l'ESS avec les axes de développement de l'agglomération » telles sont les recommandations d'Alain Yvergniaux, en charge de l'ESS à Rennes-Métropole et expérimentateur de longue date de l'ESS sur son territoire (voir lettre du Réseau n°3). Donner donc de la lisibilité, en inscrivant par exemple l'ESS dans les chartes de développement économique ; même si En 2001, l'élu rennais constatait que le plan développement de l'ESS avait été voté à l'unanimité sans être vraiment lu ...

Et de la visibilité aux actions, en valorisant un projet exemplaire comme à Dijon, qui propose un centre de tri d'ordures ménagères géré sous forme d'une coopérative d'intérêt collectif. Car souvent, l'enjeu

est là, développer un projet, et gérer un service, aussi bien, sinon mieux, que ne le ferait le privé. Pour que les financements affectés aux projets ne soient plus des « subventions », jugées souvent à fonds perdus, mais des investissements producteurs d'avenirs.

S'adresser au public, semble paradoxalement plus aisé. De Lille à Grenoble, en passant par Champigny, Chevilly-Larue ou Nantes, tous les territoires, toutes les collectivités ont proposé des Assises, forums, semaines, salons, voyages en économie sociale et solidaire. Drainant des dizaines, des centaines voire des milliers de visiteurs, ces initiatives sont des occasions de rencontres et de coopération avec, et entre, tous les acteurs d'un territoire et une manifestation concrète et vivante d'une réalité multiforme, des occasions de convaincre.

Car de nombreuses questions se posent, que le débat et l'après-midi devaient évoquer. Qu'un haut-fonctionnaire souligne la dérive des cliniques vers le tout-privé en région Paca, ou un élu de Poitou-Charentes, le défi de la disparition des congrégations gérant des maisons de retraite, que des syndicalistes s'associent aux démarches d'économie solidaire en Normandie et contestent une crèche parentale à Nantes, que des acteurs de l'économie sociale notent de légers signes de reprise alors que d'autres évoquent rien moins qu'une monnaie solidaire, et que d'autres engagés dans l'économie solidaire depuis l'origine, il y a 20 ans, redoutent l'instrumentalisation qui leur ferait le perdre le sens d'une action qui a justement le sens à redonner à l'économie comme boussole ...

Le champ de l'économie sociale et solidaire apparaît alors bien dans toute sa diversité. Car au-delà des énoncés vertueux que penser de la réalité de la participation citoyenne, de la relation entre services publics et initiatives solidaires, du renouvellement de pans entiers de l'ESS pris entre caritatif et marché ... chaque question constituant en soi un thème pour les réflexions et travaux du RTES.

Troisième secteur, à la résultante des tensions entre poussée libérale et résistance statutaire, quantité négligeable pour les uns, cheval de Troie pour les autres, il est espace d'innovations pour tous ceux acteurs ou élus qui en font l'espace d'innovations fragiles mais bien réelles.